

MOTION PRESENTEE PAR LES REPRESENTANTS ELUS DES PERSONNELS ENSEIGNANTS ET D'EDUCATION DE LA LISTE « L'Exigence pour tous » DU LYCEE PAUL LOUIS COURIER DE TOURS :

Deux mois après la rentrée qui voit l'application d'une réforme intitulée « Pour une école de la confiance » - bien que rejetée par l'organisation syndicale majoritaire de la profession, le Conseil Supérieur de l'Education Nationale, la FCPE et par une grande majorité de collègues - les personnels enseignants et d'éducation élus de la liste « L'exigence pour tous » du lycée Paul Louis Courier de Tours tiennent à mettre en avant plusieurs points :

« L'Ecole de la confiance », c'est d'abord la multiplicité des choix d'enseignements qui conduit à une quasi disparition du groupe classe. En conséquence, un conseil de classe de Première comprendrait jusqu'à 47 enseignants au lycée Paul Louis Courier; ce qui rend désormais impossible un conseil de classe tel que nous le connaissions encore l'an dernier. Pourtant, c'est bien la discussion collective réunissant toute une équipe pédagogique qui permet une attention particulière accordée à chaque élève, qui est aussi un individu, au delà des notes et appréciations d'un bulletin. De plus, c'est la notion même de professeur principal qui devient problématique puisque, sans réelle classe, quel sens y a-t-il à être professeur principal d'une « classe » ?

« L'Ecole de la confiance », c'est aussi l'évaluation et la mise en concurrence permanentes : la première session du baccalauréat est en effet censée débiter en janvier de l'année de Première pour s'achever en juin de l'année de Terminale. En quoi la culture de l'évaluation permanente, s'inscrivant dans une logique de « performance » est-elle émancipatrice ?
Quid par ailleurs de l'organisation des E3C (Epreuves communes de contrôle continu) nécessitant du temps banalisé pour se concerter ?

« L'Ecole de la confiance », c'est enfin la mise en difficulté d'une profession projetée dans une réforme aux contours imprécis qui laissent les personnels dans un flou anxiogène et dans une surcharge de travail sans réel accompagnement - nouveauté des programmes, des méthodes, des modalités d'évaluation - et sans réel soutien de sa hiérarchie.

Nous réaffirmons notre opposition à une réforme totalement déconnectée du réel et nocive qui supprime le caractère national du diplôme du baccalauréat en introduisant des baccalauréats locaux susceptibles de générer des inégalités sociales et territoriales renforçant par conséquent le poids des déterminismes sociaux dans la réussite scolaire.
Imposée dans l'impréparation totale, cette réforme, bien loin de simplifier le baccalauréat, met en place une véritable usine à gaz qui pèse déjà lourdement sur le travail des enseignants, sur la scolarité des élèves, sur le fonctionnement des établissements.

Il est grand temps que l'Institution prenne la mesure de ce qui est actuellement en jeu à l'Education Nationale, de la souffrance d'une profession en perte de sens.